

Les études de genre ont enfin leur master

Pour la première fois en Communauté française, il sera possible d'obtenir un master en études de genre, qui se concentre sur les rapports sociaux entre les sexes.

Mais le côté inédit de ce nouveau diplôme ne s'arrête pas là. Selon les informations du *Soir*, il sera également le premier à se dérouler en co-diplomation avec les six universités francophones. Le sud du pays rattrape ainsi son retard : de tels masters existent déjà depuis des années aux Etats-Unis ou en Angleterre, mais aussi en France depuis cinq à six ans et en Flandre depuis 2014-2015. ■

Un diplôme universitaire pour les études de genre

ENSEIGNEMENT Les rapports sociaux de sexe au cœur d'un master

► Les six universités francophones s'associent pour proposer, dès l'année académique 2017-2018, un master de spécialisation en études de genre.

► La Wallonie rattrape ainsi son retard : de tels diplômes existent déjà aux Etats-Unis, en Angleterre et en Flandre.

C'est une première à plusieurs titres. D'abord parce que les six universités francophones s'associent en vue de créer un master interuniversitaire. Si certaines collaborations avaient déjà vu le jour, elles n'impliquaient pas tous les acteurs de l'enseignement universitaire francophone. Ensuite car, dès le mois de septembre, la Belgique francophone proposera en-

fin un master en « études de genre ». Ces recherches interdisciplinaires visent à éclairer les « rapports sociaux entre les sexes ». Le sud du pays rattrape ainsi son retard : de tels masters existent déjà depuis des années aux Etats-Unis ou en Angleterre, évidemment, mais aussi en France, en Suisse, en Italie, ou encore en Flandre, puisqu'un master interuniversitaire en « genre et diversité » a vu le jour à l'année académique 2014-2015. Côté francophone, chaque université avait déjà développé une expertise via des options par exemple, mais pas à travers un master.

Pour la rentrée 2017-2018, les étudiants francophones, déjà titulaires d'un master, pourront suivre une année de spécialisation en études de genre. Ce cursus sera composé d'un tronc commun, comprenant six cours : méthodes de recherches sur le genre (UCL), sexualités, genres et sociétés (ULB), genre et travail

(ULG), philosophies féministes et de genre (UNamur), sciences sociales et de genre (lecture critique de textes) (Saint-Louis) et genre et corps (UMons). A ce tronc commun s'ajouteront un mémoire et des cours d'option à choisir parmi des thèmes tels le travail, le corps et la sexualité, les discriminations, les religions, les arts, etc.

Le tronc commun sera enseigné le vendredi dans un lieu neutre, à savoir l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, à Bruxelles. Les étudiants choisiront ensuite leurs options en fonction de leurs attentes... ou de leurs contraintes géographiques.

Le projet était sur les rails depuis plusieurs années. Une étude de faisabilité avait déjà été pu-

blée en 2011. En 2015, un groupe de travail qui rassemble toutes les universités est mis en place. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt, soutient la démarche, souhaitant l'inscrire dans une perspective interuniversitaire. Pour Tania Van Hemelryck, conseillère du recteur pour la politique du genre à l'UCL, l'université qui coordonne le master, ce dernier répond à un réel besoin sociétal : « le développement des politiques d'égalité et de diversité, dans les institutions publiques comme dans les entreprises, induit la recherche d'une expertise sur ces questions ».

Le 15 septembre 2017, le ministre Marcourt lancera officiellement le Master à l'Académie Royale de Belgique en présence des six recteurs ainsi que de la ministre Simonis, ministre de l'Égalité des chances et des droits des femmes. Les inscriptions sont ouvertes sur le site de l'UCL. ■

ÉLODIE BLOGIE

CES IDÉES PRÉCONÇUES SUR LES ÉTUD

« Ça ne concerne que les communautés LGBT »

« Qu'est-ce qui explique qu'encore aujourd'hui, 80 % des personnes qui assument la corvée vaisselle sont des femmes ? C'est parce qu'elles ont un utérus ? » C'est avec cette punchline que Valérie Piette, historienne et professeure à l'ULB, invite souvent ses étudiants à réfléchir à ce qu'est le genre. Souvent, on explique que le « genre » désigne le « sexe social et culturel », par opposition au sexe biologique. Les « études de genre » dépassent donc largement les questions liées aux personnes gays, lesbiennes ou trans, même si elles les englobent. « On peut s'intéresser à l'accueil de la petite enfance, cite Sarah Sepulchre, professeure de communication à l'UCL. Mais aussi aux inégalités salariales, à l'opportunité d'ajouter une troisième case pour les personnes indéterminées au niveau de leur sexe, ou encore à la façon dont les hommes et les femmes sont représentés dans les séries télé ! »

« On veut nous imposer la théorie du genre »

Tous les chercheurs sur la question vous le diront : il n'existe pas de « théorie du genre », simplement des « études de genre ». « Il est pratique de parler de théorie, explique Valérie Piette. Cela permet d'en démolir une, pour la remplacer par une autre. Nous avons vu ce discours de pseudo "théorie du genre" émerger à la fin de la Manif pour Tous en France, explique la professeure de l'ULB, quand les militants ont compris qu'ils perdaient, que la loi pour le mariage gay serait votée. Pour eux, le genre est perçu comme dangereux. » Ainsi, le nouveau cheval de bataille des tradis français concerne les manuels scolaires, nouvelle version, qui démontent les stéréotypes de genre. « On ne change pas les petits garçons en petites filles, comme le font croire les tradis, riposte Sarah Sepulchre. Simplement, on donne la possibilité à un petit garçon qui voudrait se comporter comme une petite fille de le faire. »

« Nous sommes tous bisexuels, selon eux »

Les études de genre, qui déconstruisent les mécanismes de domination, déconstruisent aussi la norme de l'hétérosexualité. « Personne ne remet en cause le sexe biologique, rappelle Valérie Piette. Mais les identités sexuelles sont, elles aussi, d'une certaine façon construites. Cela ne signifie pas que tout le monde est bisexuel ou trans. Je constate cependant auprès des adolescents ou de mes étudiants que l'idée de genre "fluide" est de plus en plus ancrée. Pour ces jeunes-là, on n'est pas né pour être hétéro, ou homo toute sa vie... » « Cela peut sembler très déstabilisant, reconnaît Sarah Sepulchre. La plupart des gens sont cis-génres, c'est-à-dire que le genre ressenti correspond au genre qui leur a été attribué à la naissance, par opposition aux trans-génres ou aux genres fluides. Ils ne vont pas se poser de questions, et vont s'inscrire dans la "norme" et c'est très bien. Mais les études de genre permettent à ceux qui veulent se poser des questions ou s'éloigner de la norme de le faire. »

« Le genre nie toutes les différences biologiques »

Si « tout est construit », cela implique-t-il qu'il n'existe aucune spécificité biologique selon le sexe ? « On ne peut évidemment pas faire abstraction du sexe biologique, nuance Valérie Piette. Nous sommes d'ailleurs demandeurs que des chercheurs en biologie, en médecine et dans les sciences dures mènent eux aussi des études de genre. Il y a des liens à faire. Quid de maladies qu'on estime plutôt masculines ou féminines ? Cela s'explique-t-il scientifiquement ou est-ce aussi en partie des constructions ? » Pour Sarah Sepulchre, le sexe peut en lui-même être partiellement construit : « ainsi, on considère qu'une femme ne doit pas avoir de poils, alors qu'il y a quand même un certain travail pour y arriver ! Un homme n'est pas censé avoir de poitrine, alors que certains en ont... » Aussi, le caractère absolument binaire de notre catégorisation en sexe féminin / masculin devient bancal au regard de l'existence de personnes hermaphrodites ou au sexe indéterminé, complète Sarah Sepulchre.

« On vise les hommes »

« Ce serait bien la première fois dans l'histoire des sciences que des recherches se construiraient contre quelqu'un ou quelque chose. La science cherche juste à expliquer, défend Sarah Sepulchre. Mais on peut comprendre que les hommes se sentent menacés. À partir du moment où des recherches visent à éclairer les mécanismes de domination, il est évident que les hommes se trouvent du côté des dominants. Or, certains d'entre eux n'ont aucune raison de remettre en cause ce système, car cela les conduirait à partager le pouvoir : pouvoir symbolique, économique, politique, etc. »

La déconstruction des assignations de genre bénéficie pourtant aussi aux hommes : pendant des années, le fait d'être un homme ou une femme a déterminé (détermine encore) les fonctions, les statuts, les tâches auxquels on pouvait pourvoir. « Avant qu'on ne s'intéresse aux questions de genre, au départ de mouvements féministes - c'est vrai - on n'avait jamais questionné la masculinité, la paternité, poursuit Valérie Piette, de l'ULB. La norme du masculin n'était jamais questionnée. Pourquoi un garçon ne peut-il pas pleurer, et doit-il aimer se battre ? Ça aussi, ce sont des constructions ! »